

<u>Données de base</u>			
	<u>2018-2019</u>	<u>2024-2025p</u>	
Québec			
. Population (année civile)	8 374 735	9 028 989	
. Dépenses de portefeuilles (\$M)	98 209	153 406	
. Revenus budgétaires (\$M)	114 764	155 181	
. Solde budgétaire comptable (\$M)	7 675	-8078	
. Emprunts à long-terme (\$M)	15 600	36 710	
Ontario			
. Population (année civile)	14 297 687	16 068 470	
. Dépenses de portefeuilles (\$M)	148 732	212 400	
. Revenus budgétaires (\$M)	153 804	221 600	
. Solde budgétaire comptable (\$M)	-7 435	-6 000	
. Emprunts à long-terme (\$M)	39 600	49 500	
Sources: Budgets 2025-2026 du Québec et de l'Ontario, Finance Canada, Statistique Canada			
	<u>2018-2019</u>	<u>2024-2025p</u>	<u>Variation</u>
(\$ par habitant)			<u>2018 à 2024</u>
Québec			
. Dépenses de portefeuilles	11 727	16 990	5 264
. Revenus budgétaires	13 704	17 187	3 483
. Surplus (déficit) lié aux activités	1 977	197	-1 780
. Solde budgétaire comptable	916	-895	-1 811
. Emprunts à long-terme	1 863	4 066	2 203
Ontario			
. Dépenses de portefeuilles	10 403	13 218	2 816
. Revenus budgétaires	10 757	13 791	3 034
. Surplus (déficit) lié aux activités	355	573	218
. Solde budgétaire comptable	-520	-373	147
. Emprunts à long-terme	2 770	3 081	311
Écart Québec Ontario			
. Dépenses de portefeuilles	1 324	3 772	2 448
. Revenus budgétaires	2 946	3 396	450
. Surplus (déficit) lié aux activités	1 622	-376	-1 998
. Solde budgétaire comptable	1 436	-521	-1 958
. Emprunts à long-terme	-907	985	1 892

Juin 2025 (révisé)

Québec et Ontario - rattrapage économique mais divergence budgétaire

Le budget 2025-2026 déposé en mars dernier par le ministre des Finances Eric Girard célébrait le progrès économique du Québec par rapport à l'Ontario depuis 2018. L'écart de PIB réel par habitant est ainsi passé de 15,9% en 2018 à 11,2% en 2024, une bonne nouvelle que le Comité des politiques publiques (CPP) a saluée.

Le dépôt du budget ontarien le 15 mai dernier permet de constater au tableau 1 que la situation est malheureusement toute autre du point de vue budgétaire. Le Québec qui enregistrait un surplus budgétaire de 7,7 milliards de dollars en 2018 prévoit maintenant un déficit de plus de 8 milliards en 2024-2025. De son côté, l'Ontario a réduit son déficit annuel de 7,4 milliards à 6 milliards durant la même période. Avant de tirer des conclusions, il faut se rappeler toutefois que les deux provinces ont un niveau de population très différent, soient 9 millions de personnes au Québec en 2024 et 16 millions en Ontario.

Comme pour le PIB, il faut diviser les montants en millions de dollars de chaque province par sa population pour comparer correctement leur situation financière. Cela a été fait à la dernière ligne du tableau 1 pour les données sur l'écart de solde budgétaire. Le Québec avait en 2018-2019 un écart de solde budgétaire de 1 436 \$ par habitant à son avantage par rapport à l'Ontario. Le Québec affiche maintenant un écart négatif de 171 \$ par habitant, représentant une détérioration de l'écart de solde budgétaire par rapport à l'Ontario de 1 607 \$ par habitant entre 2018 et 2024, comme le montre l'encadré (A).

Tableau 1

	<u>2018-2019</u>	<u>2024-2025p</u>		<u>Variation</u> <u>2018 à 2024</u>
Solde budgétaire comptable (000 000 \$)				
Québec	7 675	-4 913		-12 588
Ontario	-7 435	-6 000		1 435
Écart Québec-Ontario	15 110	1 087		-14 023
Écart Québec-Ontario (\$ par habitant)	1 436	-171	(A)	-1 607
Sources: Budgets 2025-2026 du Québec et de l'Ontario, Finance Canada, Statistique Canada				

Pour aider à identifier la source de cette détérioration, l'évolution des écarts en dollars par habitant entre le Québec et l'Ontario est présentée au Tableau 2 pour d'autres données budgétaires clés.

Tableau 2

	2018-2019	2024-2025p		Variation 2018 à 2024
Écarts Québec Ontario en \$ par habitant				
. Dépenses de portefeuilles	1 324	3 509		2 185
. Revenus budgétaires	2 946	3 496		550
. Surplus (déficit) lié aux activités	1 622	-13	(B)	-1 635
. Emprunts à long-terme*	-907	994	(C)	1 901
*Emprunts à long-terme incluant les refinancements de dette venant à terme				

Les citoyens et citoyennes du Québec ont choisi depuis des décennies de se doter de services plus développés (garderies, culture, assurance-médicaments) qu'en Ontario, ce qui a pour conséquence que le gouvernement du Québec dépense plus et perçoit plus de revenus par habitant. Ainsi, en 2018-19, le Québec dépensait 1 324 \$ de plus par habitant que l'Ontario alors que ses revenus par habitant dépassaient ceux de l'Ontario par 2 946 \$. Il en résultait un important écart de surplus lié aux activités (1 622 \$) qui explique l'avantage budgétaire du Québec observé en 2018.

La croissance des dépenses entre 2018 et 2024 a été beaucoup plus rapide au Québec qu'en Ontario, l'écart de dépenses par habitant a plus que doublé pour passer à 3 509 \$ en 2024. De son côté, l'écart de revenus a aussi augmenté, passant à 3 496 \$ en 2024, mais beaucoup moins rapidement que l'écart de dépenses. En conséquence, l'écart de surplus lié aux activités est maintenant au désavantage du Québec à – 13 \$. Ceci reflète une forte détérioration de l'écart de surplus lié aux activités à l'encadré (B), soit 1635 \$ par habitant par rapport à 2018-2019. Cette détérioration a un impact budgétaire d'environ 14,7 milliards de dollars en 2024-2025 pour le Québec.

La détérioration du solde budgétaire au Québec (A) correspond presque exactement à la détérioration observée du surplus relié aux activités (B). Ceci explique aussi la plus grande partie de l'augmentation beaucoup plus rapide des emprunts au Québec par rapport à l'Ontario (C). L'amélioration du solde budgétaire en Ontario et la croissance moins rapide des emprunts ont ainsi contribué à la décision des agences de notation de relever la cote de crédit de l'Ontario, à l'inverse du Québec et de la Colombie-Britannique.

La forte croissance des dépenses explique ainsi l'essentiel de la détérioration de la situation budgétaire du Québec par rapport à l'Ontario. Il devient pertinent de comparer l'évolution des dépenses au Québec et en Ontario avec l'ensemble des provinces canadiennes pour vérifier si l'Ontario n'est pas un cas isolé.

Le tableau 3 permet de visualiser l'évolution du niveau relatif des dépenses dans les quatre plus grandes provinces par rapport à la moyenne de l'ensemble des provinces, normalisée à 100 pour chaque année. Le tableau montre clairement que l'Ontario a choisi d'avoir un niveau de dépenses d'environ 90% de la moyenne des provinces depuis le début des années 2000, alors que l'Alberta a augmenté son niveau relatif de dépenses au début des années 2000, mais a fortement contraint ses dépenses depuis 2018.

Tableau 3

Comparaison des dépenses par habitant des provinces				
(moyenne des provinces normalisée à 100)				
	<u>Québec</u>	<u>Ontario</u>	<u>Alberta</u>	<u>Colombie-Britannique</u>
Moyenne des années 1990	100	101	105	101
Moyenne des années 2000	103	92	113	103
Moyenne 2010 à 2017	103	92	117	90
2018-19	105	93	113	94
2024-25p	113	89	97	107

Le niveau relatif des dépenses au Québec a été proche de la moyenne des provinces (100) dans les années 1990, a augmenté graduellement à 103 entre 2000 et 2017 et a fortement augmenté depuis. L'indice du Québec est ainsi passé de 105 en 2018-2019 à 113 en 2024-2025. Les dépenses en Colombie-Britannique ont connu depuis 2017 une croissance encore plus rapide qu'au Québec, mais leur niveau demeure plus bas qu'au Québec. Tout compte fait, les dépenses au Québec ont atteint dans les dernières années un niveau relatif sans précédent depuis 1990 par rapport aux autres provinces.

La pandémie, la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, la hausse subite de l'immigration ou la crise du logement n'expliquent pas la hausse plus rapide des

dépenses au Québec dans les dernières années puisque ces facteurs ont eu des impacts tout aussi importants dans les autres provinces.

Le niveau de dépenses observé au Québec en 2024-2025 reflète plutôt l'impact cumulatif de décisions budgétaires qui ont ajouté de nouveaux programmes ou haussé le financement des programmes existants à un rythme beaucoup plus important que dans les autres provinces. Ces nouvelles dépenses n'ont pas été financées par des nouveaux revenus mais en bonne partie par des déficits. Ces hausses de dépenses se sont ajoutées à l'augmentation des investissements en infrastructure pour faire doubler le programme d'emprunt annuel du gouvernement qui est ainsi passé de 15,6 milliards de dollars en 2028-2019 à 36,8 milliards en 2024-2025.

Le Premier ministre Legault a critiqué la décision de Standard and Poor's (S&P) d'abaisser la cote de crédit du Québec, reprochant à l'agence de notation de sembler s'immiscer dans nos décisions de dépenses. On doit aussi voir la décote comme un message à l'effet que de nouvelles dépenses récurrentes ne peuvent pas être financées durablement par des emprunts. Dans un tel contexte, la décision de 2023 d'abaisser le premier taux d'imposition à 14 %, qui a coûté environ 1,7 milliards de dollars à l'état québécois en 2024-2025, demeure incompatible avec la situation budgétaire du gouvernement, comme l'avait souligné le CPP à l'époque.

Le ministre Girard a bâti son cadre financier de retour à l'équilibre budgétaire sur l'hypothèse d'un ralentissement important de la croissance des dépenses dès cette année. La décision de S&P nous rappelle que les alternatives pourraient être d'autres décotes ou un alourdissement important du fardeau fiscal.

CONTACTS

Louis Lévesque, président du
Comité des politiques publiques
514-835-7002

André Bernier, directeur général
Association des économistes québécois
581-849-9975

Dépenses de portefeuilles - (\$ par habitant, comparaison avec la moyenne des provinces normalisée à 100)

	Terre-Neuve et Lab.		IPE,NB,NS		Québec		Ontario		MB,SK		Alberta		Colombie-Britannique	
	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans	Annuelle	moy. 10 ans
1990-91	104		95		96		100		95		124		94	
1991-92	99		92		96		103		93		115		97	
1992-93	99		90		97		103		87		119		96	
1993-94	97		90		98		102		87		114		100	
1994-95	105		90		100		103		87		101		103	
1995-96	109	106	91	93	99	100	106	101	87	91	92	105	101	101
1996-97	113		94		98		105		89		91		104	
1997-98	113		94		106		100		91		96		97	
1998-99	110		96		108		94		93		94		111	
1999-00	112		95		105		94		100		101		109	
2000-01	115		92		107		91		98		107		112	
2001-02	115		91		106		89		101		111		115	
2002-03	119		94		108		88		107		107		112	
2003-04	125		91		106		92		109		106		106	
2004-05	115		92		105		92		111		110		102	
2005-06	117	120	91	95	102	103	95	92	110	109	112	113	99	103
2006-07	117		97		101		94		112		112		99	
2007-08	117		97		98		94		110		122		97	
2008-09	126		101		100		88		115		130		98	
2009-10	134		99		101		94		114		117		92	
2010-11	134		96		100		96		115		114		90	
2011-12	137		96		101		94		120		116		90	
2012-13	134		99		103		91		119		119		91	
2013-14	133		99		104		91		115		123		88	
2014-15	134	133	101	99	105	103	92	92	116	116	116	117	88	90
2015-16	134		99		103		92		120		114		90	
2016-17	133		100		104		91		117		119		91	
2017-18	124		100		106		92		109		116		91	
2018-19	124		99		105		93		108		113		94	
2019-20	121		99		110		91		106		112		96	
2020-21	116		94		111		91		106		104		100	
2021-22	115		97		114		88		113		107		100	
2022-23	119		99		114		89		106		99		105	
2023-24	117		102		113		88		110		102		104	
2024-25p	116		101		115		89		105		97		106	